

Analyses 2013



L'agroécologie, la voie du futur ?

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

L'agroécologie, la voie du futur ?

Le bilan de 50 années de productivisme agricole pose sérieusement question dans le contexte actuel : utilisation massive d'intrants chimiques, dégradation des sols, disparition d'insectes et d'oiseaux, maladies humaines... Au regard de ces externalités négatives en perpétuelle hausse, la recherche d'un modèle plus respectueux de l'environnement s'impose. L'agroécologie, dont nous vous présentons un aspect dans cet article, pourrait incarner cette nouvelle révolution agricole, capable de relever les défis humains du Sud. Jetons un regard sur cette discipline aux multiples adhérents.

Etat des lieux de la faim

Les objectifs du millénaire édités en 1990 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) entendaient réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim à l'horizon de 2015. Force est de constater aujourd'hui que ces objectifs ne seront pas atteints. Un rapport de la CNUCED¹ publié en 2010 nous apprend que le nombre d'individus souffrant d'une faim chronique est passé de 800 millions de personnes en 1996 à plus d'un milliard aujourd'hui². Paradoxalement, les principales victimes sont des paysans du Sud, producteurs et fournisseurs eux-mêmes de denrées alimentaires mais confrontés à des hausses de prix démesurées³.

Des solutions peu entendues

Le fléau de la faim ne semble pas être en passe de se résorber. Le rapport de la CNUCED notifie que la production et le commerce agricoles risquent de subir une très forte diminution, notamment sous les effets du réchauffement climatique. En outre, les émissions agricoles, déjà responsables de 33% des émissions mondiales⁴, ne cessent d'augmenter, fondées sur une utilisation toujours plus importante d'engrais et de pesticides pour des rendements en baisse.

Toutefois, ce qui pose problème peut devenir source de solutions. Face aux menaces du réchauffement climatique, la CNUCED ainsi que le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, préconisent l'adoption d'une vision plus globale, durable, et le passage d'une agriculture fortement dépendante d'intrants extérieurs à une diversité de systèmes de production favorables notamment aux petits agriculteurs. Ces messages restent cependant minoritaires, se heurtant à quelques entreprises transnationales détentrices d'énormes parts des marchés agricoles mondiaux. G.D.

Tour d'horizon de l'agriculture industrielle

L'argument ressassé par les défenseurs de l'agriculture intensive est qu'il n'existe aucune alternative à ce modèle qui serait capable de nourrir 9 milliards de personnes d'ici à 2050. Le refrain se répète depuis des années mais a acquis une nouvelle légitimité depuis la crise alimentaire de 2007-2008. Néanmoins, son incapacité à se conformer à cette directive aujourd'hui ne rassure pas quant à sa maîtrise des défis de demain. Le problème de la faim

étant moins un problème de disponibilité alimentaire que de répartition et d'inégal accès à la nourriture.

L'agriculture industrielle, dominante en Europe, s'appuie sur la monoculture à grande échelle, dépendante d'intrants extérieurs (engrais et produits phytosanitaires) fabriqués à partir d'énergies fossiles (gaz et pétrole). Ce modèle, dénommé révolution verte, s'est généralisé dans les années 40 en Europe et aux États-Unis dans le but de maximiser les rendements grâce à une énergie peu coûteuse. Il a permis une baisse significative des prix et l'éradication durable de la famine en Occident. Jusqu'à présent, le coût énergétique de ces pratiques était avantageux mais faussé car excluant la prise en compte des externalités⁷ négatives qu'il génère. Aujourd'hui, il est reconnu que les gains en termes de production ont été accompagnés d'impacts environnementaux négatifs, mettant en danger l'avenir de l'agriculture ; les méthodes agricoles intensives dégradant les ressources naturelles dont elles dépendent⁸. De plus, si les coûts énergétiques réels de la production étaient intégrés au coût total, le rendement ne serait toutefois pas suffisamment efficient.

Le postulat de la révolution verte consiste à déclarer que la production d'aliments est l'élément central. Mais peu à peu s'installe un changement de vision dans la société rappelant la multifonctionnalité de l'agriculture dans son rapport à l'environnement, à la société, à l'économie et souhaitant revaloriser la place du paysan.

L'agroécologie comme alternative : principes et définitions

Les pratiques agroécologiques ne sont pas nouvelles mais sont revenues sur le devant de la scène suite aux prises de conscience actuelles. L'agroécologie est multidimensionnelle, à la fois discipline scientifique, ensemble de pratiques et mouvements sociaux de contestation.

La discipline embrasse une série de pratiques dont la synergie fait la spécificité. Elle se fonde sur une meilleure connaissance et un plus grand respect de la nature et se présente comme une solution à la pauvreté, au changement climatique, à la malnutrition et à la biodiversité. Beaucoup moins coûteuse que l'agriculture conventionnelle, elle est à la portée de chacun.

Parmi ces pratiques se trouvent notamment la fertilisation à l'aide d'engrais verts et de compost, les traitements phytosanitaires naturels, le respect de la structure et des micro-organismes du sol, l'absence de labour, l'association de plantes, l'agroforesterie, l'intégration de bétail... Globalement, il s'agit de composer avec la nature plutôt que de la dominer.

L'agroécologie suppose le passage d'une agriculture productiviste à une agriculture durable et productive mais à l'échelon de la ferme et non plus à l'échelon global des cultures. Si ce projet correspond aux profils des exploitants agricoles du Sud, il pose la question de son adaptabilité aux vastes surfaces mécanisées du Nord.

Une révolution facteur de pauvreté

Dans les années 50, la révolution verte a répandu dans les pays du Sud les techniques coûteuses employées dans les pays du Nord. Mais cette transposition n'était nullement adaptée aux climats et aux sols des régions du Sud. Elle entraîna une forte dépendance chez ces populations, basée sur l'achat de semences brevetées, l'irrigation massive, la consommation d'engrais... Cette modernité déplacée contribua à l'appauvrissement et à l'exode rural de nombreuses personnes. Dans le même sens, le désengagement des États dans le secteur agricole et l'emprise des grandes firmes de l'agro-business s'accrut encore avec la libéralisation du commerce et les programmes d'ajustement structurel⁵ imposés aux pays pauvres à partir des années 70⁶, qui démantelèrent les filets protecteurs de la sécurité alimentaire de ces pays. G.D.

Une application au Sud

L'agroécologie apparaît comme une solution accessible et durable au fléau de la malnutrition. Elle permet de briser la dépendance aux intrants, aux prix sans cesse plus élevés, et le cercle vicieux de la dette en vue d'une récupération de son autonomie pour le paysan. En voici une illustration.

Au Kenya, le docteur Zeyaur Khan, un entomologiste indien, a fondé un centre de recherche sur les insectes. Il est l'inventeur d'une technique agroécologique appelée le "push-pull". Auparavant, les agriculteurs kenyans, victimes de sécheresses récurrentes les menaçant de la famine, rencontraient deux problèmes majeurs : l'herbe des sorcières (plante parasite qui se nourrit des maïs) et la pyrale du maïs (papillon nocturne qui pond ses œufs sur les feuilles, principal ravageur du maïs).

Le chercheur, au cours d'un travail étroit avec les paysans, a tenté de cerner les interactions entre les plantes et les insectes. Il a ainsi mis en évidence l'utilité de deux plantes pour faire face à ces problèmes : le desmodium et l'herbe à éléphant. La première détruit les racines de l'herbe des sorcières, apporte de l'azote et recouvre le sol, le protégeant de l'érosion. Elle constitue également un répulsif à la pyrale du maïs qui s'en écarte pour se diriger vers l'herbe à éléphant plantée non loin de là. Sur cette plante, les œufs des pyrales ne survivent pas. Ces deux herbes permettent aussi de nourrir le bétail. 50 000 paysans kenyans utilisent cette technique et remarquent un rendement croissant de leurs cultures⁹.

Cet exemple révèle que l'agroécologie, loin d'être une discipline primitive, se base sur des connaissances scientifiques pointues car elle impose de comprendre la chimie des plantes et les écosystèmes. Des illustrations comme celle-ci sont nombreuses au Sud mais ne sont pas toujours soutenues par les gouvernements en proie aux intérêts des grandes firmes agro-industrielles.

Cultiver l'utopie

La pression des sociétés agro-industrielles est intense en Europe et dans le monde plus généralement. De nombreux acteurs internationaux, agences d'aides et gouvernements convaincus par le discours salvateur de ces sociétés abondent dans le sens d'une nouvelle "révolution verte". L'on observe tout de même que la nouvelle réforme de la PAC 2013 accorde une part importante de son budget aux préoccupations environnementales, jugée cependant insuffisante par les organisations environnementales. La prise de conscience du

caractère éphémère des ressources (énergies fossiles...) au niveau international doit s'orienter vers un changement de paradigme global bousculant l'inertie de certains acteurs satisfaits de la situation actuelle.

Prendre le parti d'un changement de cette ampleur peut sembler idéaliste. Au nom d'un réalisme pragmatique, les dissidents du modèle agricole conventionnel sont souvent taxés d'utopisme. Mais n'est-il pas bon de changer de perspective l'espace d'un instant, et de questionner les porteurs de discours de certitudes, masquant parfois les véritables défis au nom du profit ? Avec l'industrialisation et la privatisation massives, l'homme a perdu l'essence de son rapport à la nature. Sans des acteurs de changement, des questionneurs de la norme existante, l'enrayement de la crise écologique et l'accès à la sécurité alimentaire mondiale ne seront pas.

Géraldine Duquenne,
Chargée de projets à Justice et Paix,
Septembre 2013

1. Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, organisme de l'ONU créé en 1964 et visant à intégrer les pays en développement à l'économie mondiale de façon à favoriser leur essor.
2. CNUCED, L'agriculture à la croisée des chemins : sécurité alimentaire et changements climatiques, Synthèses de la CNUCED, n°18, 2010, http://unctad.org/fr/docs/presspb20108_fr.pdf
3. L'agriculture reste en effet le premier secteur économique dans un grand nombre de pays en développement représentant 20 à 60% du PIB selon les pays.
4. Inclut les émissions directes et indirectes (intrants agricoles, transformation des denrées alimentaires, matériel, changement d'affectation des terres, transports).
5. Politiques d'austérité budgétaire imposées par la Banque Mondiale et le FMI, conditionnant des prêts bancaires aux pays du Sud.
6. Pour plus d'informations, consulter le numéro "Emprise et empreinte de l'agrobusiness", Alternatives Sud, CETRI, résumé sur le site suivant : <http://www.cetri.be/spip.php?article2737&lang=fr>
7. Coûts non payés par le consommateur quand il achète un aliment (coût social, environnemental,...).
8. Euractiv, "Agriculture intensive, écologiquement durable ?", 2011/2012, <http://www.euractiv.com/fr/pac/agriculture-intensive-ecologique-links dossier-506746>
9. Illustration tirée du livre de Marie-Dominique ROBIN, "Les moissons du futur. Comment l'agroécologie peut nourrir le monde", Arte Editions, coll. La Découverte, France, 2012, p.110.